

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

---

**RAPPORT FINANCIER  
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS  
de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1981  
et  
RAPPORT DU COMITÉ  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

**Volume III  
(Université des Nations Unies)**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 5 (A/37/5)**



**NATIONS UNIES**

New York, 1982

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1981 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes concernant l'Organisation des Nations Unies et le Centre du commerce international sont publiés en tant que volume I et volume II, respectivement.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
LETTRES D'ENVOI .....	v
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE BIENNAL TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981 .....	1
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	6
III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	10
IV. COMPTES DE L'EXERCICE BIENNAL TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981 .....	11
<u>Etat I.</u> Etat récapitulatif des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 1980-1981 terminé le 31 décembre 1981 .....	12
<u>Etat II.</u> Etat récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1981 .....	14
Tableau 2.1. Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1981 .....	16
ANNEXE : RESUME DES GRANDS PRINCIPES COMPTABLES .....	19



LETTRES D'ENVOI

Le 31 mars 1982

Monsieur le Président

Conformément à l'article 11.4 du Règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal 1980-1981 terminé le 31 décembre 1981, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Sous-Secrétaire général aux services financiers.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,

(Signé) Javier PEREZ DE CUELLAR

Monsieur le Président  
du Comité des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York

Le 16 juin 1982

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1981, qui ont été soumis au Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1981.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Cour des comptes de la Belgique,

Le Président du Comité des commissaires aux comptes  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) H. VREBOS

Monsieur le Président de  
l'Assemblée générale des  
Nations Unies  
New York

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE BIENNAL TERMINE  
LE 31 DECEMBRE 1981

Introduction

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes de l'Université pour l'exercice biennal 1980-1981, terminé le 31 décembre 1981. Ces comptes comprennent deux états, complétés par un tableau et une annexe. Ils ont été soumis au Comité des commissaires aux comptes le 31 mars 1982, conformément à l'article 11.4 du Règlement financier.

2. La création d'une Université des Nations Unies a été proposée à l'origine par le Secrétaire général U Thant, en 1969, et un comité fondateur a été constitué en 1971. L'Assemblée générale a adopté la Charte de l'Université des Nations Unies par sa résolution 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et a décidé que le Centre de l'Université serait situé dans la région métropolitaine de Tokyo (Japon). La responsabilité des politiques, du programme et du budget de l'Université incombe à un conseil composé de 24 membres, qui siègent à titre individuel et non en tant que représentants de gouvernements ou d'organismes quelconques. Le Recteur, qui est nommé normalement pour cinq ans, est le principal fonctionnaire académique et administratif de l'Université.

Financement de l'Université des Nations Unies

3. Conformément à la Charte de l'Université des Nations Unies, les frais d'équipement et les dépenses de fonctionnement de l'Université sont couverts par des contributions volontaires versées à l'Université ou par le revenu provenant du placement desdites contributions. Conformément à la Charte de l'Université, les fonds de l'Université sont déposés à un compte spécial ouvert par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les contributions sont versées par des gouvernements, par des organismes non gouvernementaux, notamment des fondations et des universités, et par des particuliers.

4. L'Université bénéficie d'un appui financier émanant de deux sources : revenus provenant d'un fonds de dotation et contributions au fonds général de fonctionnement. Le fonds de dotation a été créé pour comptabiliser les opérations relatives aux fonds versés par les donateurs, gouvernementaux ou non gouvernementaux. A sa neuvième session, tenue à Tokyo du 5 au 9 décembre 1977, le Conseil de l'Université a décidé d'ouvrir au titre du fonds de dotation un chapitre spécial pour financer les programmes de l'Université destinés à aider les pays en développement, le but étant d'accroître les ressources dont dispose l'Université au titre du fonds de dotation pour s'acquitter de ses activités en faveur du développement.

5. En 1974, le Gouvernement japonais a permis de réaliser le projet de création d'un fonds de dotation en annonçant qu'il fournirait une contribution de 100 millions de dollars, dont le versement serait étalé sur cinq ans, à condition que d'autres pays et d'autres organismes fournissent également des contributions.

Au cours de l'exercice biennal 1980-1981, le Gouvernement japonais a versé un montant de 11 millions de dollars annoncés (le Japon a versé ses quatre premières contributions, de 20 millions de dollars chacune, pendant les exercices biennaux précédents). En outre, pendant l'exercice biennal 1980-1981, les gouvernements des Etats suivants ont annoncé et/ou versé des contributions au fonds de dotation : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Chili, Egypte, Emirats arabes unis, Ghana, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Mexique, Nigéria, Pays-Bas, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Thaïlande, Tunisie et Venezuela. Par ailleurs, les pays suivants ont annoncé et/ou versé des contributions au fonds général de fonctionnement au cours de l'exercice biennal 1980-1981 : France, Grèce, Indonésie, Japon, Mexique, Norvège, République-Unie de Tanzanie, Sri Lanka, Suède et Suisse.

#### Situation financière de l'Université des Nations Unies

6. Comme l'indique l'état I, le total des recettes du fonds général de fonctionnement au cours de l'exercice biennal s'est élevé à 26,1 millions de dollars, dont 24,1 millions de dollars représentent les intérêts qu'a rapportés le capital du fonds de dotation pendant l'exercice.

7. Le total des dépenses imputées sur le fonds général de fonctionnement s'est élevé pour la période considérée à 26,3 millions de dollars, dont 3,4 millions de dollars représentaient les engagements non réglés au 31 décembre 1981.

8. Les dépenses se décomposaient comme suit:

	Millions de dollars E.U.	Pourcentage
Traitements et dépenses communes		
de personnel	9.9	37
Frais de voyage	1.3	5
Services contractuels	2.1	8
Dépenses de fonctionnement	1.3	5
Achats	0.1	1
Bourses, dons, divers	<u>11.6</u>	<u>44</u>
Total	26.3	100

9. L'Etat II indique que le total de l'actif du fonds général de fonctionnement, du fonds de dotation, du fonds d'affectation spéciale de l'Université des Nations Unies pour l'aide au logement et du fonds d'affectation spéciale pour la bibliothèque de l'Université des Nations Unies s'élève à 148,6 millions de dollars, dont 28,8 millions représentent des contributions annoncées à recevoir de gouvernements (voir détail au tableau 2.1.).

10. Le solde du fonds général de fonctionnement s'élevait au 31 décembre 1981 à 3,5 millions de dollars, montant qui peut être utilisé pour couvrir le coût de fonctionnement des programmes de l'Université.



11. Le tableau 2.1. est un tableau récapitulatif des contributions annoncées au 31 décembre 1981. Les montants versés au fonds de dotation et au fonds général de fonctionnement au cours de l'exercice biennal ont atteint respectivement 19,6 millions de dollars et 1,9 million de dollars, le montant des contributions non versées au 31 décembre 1981 en ce qui concerne ces deux fonds s'élevant respectivement à 28,8 millions de dollars et 0,04 million de dollars.

12. Le total des intérêts qu'a rapportés le capital du fonds de dotation s'est élevé à 24,1 millions de dollars, montant qui a été viré au fonds général de fonctionnement (voir par. 6 ci-dessus).

#### Activités de l'Université

13. L'Université des Nations Unies, communauté internationale de chercheurs, a rapidement développé ses activités de recherche, de formation avancée et de dissémination des connaissances touchant aux "problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité". Pour mener à bien ses activités, l'Université utilise un réseau mondial d'institutions de recherche et de formation avancée.

14. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a tenu ses quinzième et seizième sessions à Tokyo du 23 au 27 juin 1980 et du 1er au 5 décembre 1980 respectivement; sa dix-septième session à Genève du 22 au 26 juin 1981 et sa dix-huitième session à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) du 21 au 25 novembre 1981. A sa quinzième session, se fondant sur un rapport présenté par un Comité spécial nommé par le Conseil qui s'est réuni à Tokyo du 15 au 18 avril 1981, le Conseil a pour la première fois envisagé la mise en place d'un processus de planification à moyen terme et a présenté son rapport annuel pour 1979-1980 à l'intention de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). A sa seizième session, le Conseil a entendu une déclaration dans laquelle M. Soedjatmoko, le nouveau Recteur de l'Université, a exposé ses vues sur les orientations qui pouvaient être données à l'institution et sur les changements importants qui devaient être accomplis, dans la continuité, pour faire de l'Université une institution plus efficace et mieux adaptée à ses objectifs sur le plan mondial. A la même session, le Conseil a approuvé le programme et le budget pour 1981. A sa dix-septième session, il a présenté son rapport annuel pour 1980-1981 à l'intention de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, et du Conseil exécutif de l'Unesco. Il a également examiné un document présenté par le Recteur contenant quelques considérations générales sur le développement institutionnel et les programmes de l'Université dans une perspective à moyen terme (1982-1987) et le rapport du Comité spécial de planification, nommé par le Conseil, qui s'est réuni à Tokyo du 27 avril au 1er mai 1981. En outre, le Conseil a approuvé la recommandation aux termes de laquelle l'Université continuerait son association avec Forum du développement en 1982 et 1983.

15. A sa dix-septième session, le Conseil a approuvé les perspectives de l'Université des Nations Unies à moyen terme (1982-1987) dont les objectifs principaux sont les suivants : le développement du programme de l'Université en vue d'en élargir la portée et les perspectives et de le rendre ainsi plus cohérent,

plus efficace et d'accentuer son caractère interdisciplinaire; le renforcement de la capacité intellectuelle du Centre de l'Université à Tokyo et de ses aptitudes à organiser les activités de l'Université; le développement institutionnel de l'Université pour en faire, par une décentralisation plus poussée, une institution mondiale se composant de plusieurs centres; et l'augmentation des ressources financières de l'Université. Dans le cadre des perspectives à moyen terme, les travaux de l'Université s'articulent autour de cinq thèmes principaux : a) la paix, la sécurité, la résolution des conflits et la transformation mondiale; b) l'économie mondiale; c) la faim, la pauvreté, les ressources et l'environnement; d) le développement humain et social et la coexistence des peuples, des cultures et des systèmes sociaux; e) la science, la technique et leurs implications sociales et éthiques. En outre, le programme de l'Université est aménagé en trois divisions : recherche sur le développement, étude régionale et globale, et acquisition globale des connaissances. Les cinq thèmes du programme de l'Université intègrent et élargissent considérablement les travaux réalisés dans le cadre des trois programmes initiaux : programme mondial contre la faim, programme de développement humain et social et programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, qui ont été supprimés en tant que programmes à la fin de 1981.

16. A la même session, le Conseil a approuvé le programme et le budget pour 1982.

17. Les différents Comités consultatifs des programmes se sont réunis à Tokyo du 21 au 25 janvier 1980 pour superviser, orienter et planifier les activités conjointes en cours et prévues dans le cadre des programmes.

18. La première réunion du Comité consultatif créé par le nouveau Recteur a eu lieu à Tokyo, du 16 au 20 mars 1981. Les programmes en cours et les orientations et le développement futurs de l'Université ont été examinés à cette occasion.

19. Le Programme mondial contre la faim a pour but de renforcer la capacité des hommes et des institutions, en particulier dans les pays en développement pour permettre à ces pays de résoudre leurs problèmes, d'augmenter la quantité d'aliments disponibles et d'en améliorer la qualité, de faire en sorte que les critères de qualité et de sécurité soient respectés, d'élever le niveau de revenu et de contribuer à réduire la pauvreté afin d'améliorer l'état nutritionnel de la majorité de la population. Plusieurs changements ont été introduits pour rendre les activités conformes aux nouvelles perspectives de l'Université des Nations Unies. Les institutions associées au programme ont été informées que les arrangements existants devraient être revus pour accentuer le caractère interdisciplinaire de la formation et de la recherche. Fin décembre 1981, 152 personnes au total, dont 32 bénéficiaires de bourses spéciales, avaient mené à bien leur formation; 72 personnes, dont une bénéficiaire d'une bourse spéciale, étaient en cours de formation et 23 personnes, dont 9 bénéficiaires de bourses spéciales, devaient commencer la leur en 1982. Au cours de la période considérée, le nombre total de réunions, de journées d'étude et de colloques s'est élevé à 31. Les principaux éléments du programme ont été passés en revue par des groupes spéciaux nommés par le Recteur, et il a été décidé d'élaborer deux sous-programmes principaux à exécuter en 1982 : a) faim, technique et société et b) faim, santé et société. Au cours de la période considérée, quatre suppléments spéciaux au Food Nutrition Bulletin ont été publiés : a) Food Price Policies and Nutrition in Latin

America; b) Nutritional Evaluation of Protein Foods; c) Protein-Energy Requirements of Developing Countries : Evaluation of New Data; d) Interdisciplinary Dialogue on World Hunger.

20. Le programme de développement humain et social met l'accent sur deux domaines : a) la problématique du développement; b) la technologie et le développement. En ce qui concerne la problématique du développement, deux projets de recherche importants ont été mis en place (objectifs, processus et indicateurs de développement et alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation). En ce qui concerne la technologie et le développement, il existe trois projets de recherche (les systèmes de recherche et développement en milieu rural, l'échange des techniques traditionnelles et l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie). Le nombre d'universités et de centres de recherche associés au programme s'élève à 98. Cinquante-sept réunions, journées d'étude et colloques ont été organisés au cours de la période.

21. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles est axé sur quatre domaines : a) l'accroissement continu de la productivité dans les zones rurales grâce à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles renouvelables; b) la politique et la gestion des ressources dans les zones côtières; c) l'application efficace des connaissances techniques actuelles et nouvelles aux problèmes des terres arides; d) le problème de l'énergie renouvelable dans les zones rurales, en particulier dans les pays en développement. Sept institutions associées et 13 unités de recherche et de formation fonctionnent actuellement. Au cours de la période considérée, 28 réunions ont été organisées dans le cadre du programme; les rapports sur leurs travaux ont été ou doivent être publiés. Au total, 49 boursiers ont reçu une formation ou étaient en cours de formation pendant cette période.

22. Dans le même temps, l'Université a publié 221 ouvrages dont 8 numéros du Food and Nutrition Bulletin, 16 numéros de ASSET, (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), et elle a apporté son concours à la publication d'un nouveau périodique, Mountain Research and Development.

## II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Introduction

1. Ainsi qu'il est stipulé au paragraphe 8 de l'article 9 de la Charte de l'Université des Nations Unies, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1981.
2. Les comptes ont été vérifiés conformément aux dispositions de l'article 12 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de l'annexe audit Règlement, ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le groupe mixte des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La vérification a été effectuée à l'Université, à Tokyo, et a porté notamment sur le suivi des recommandations présentées par le Comité dans son rapport sur l'exercice biennal 1978-1979 1/.
3. Le Comité a noté avec satisfaction que d'importantes améliorations avaient été apportées au système général de présentation des rapports financiers. Les observations et recommandations qui suivent visent à apporter d'autres améliorations aux systèmes de gestion et de contrôle financiers. Les conclusions et recommandations du Comité ont été examinées avec l'administration de l'Université; les observations de cette dernière, y compris les mesures qu'elle entend prendre, sont signalées aux diverses rubriques.

### Gestion des liquidités

#### Collecte des contributions des gouvernements

4. Le Fonds de dotation est la principale source de revenus de l'Université. Le Conseil de l'Université, à sa seizième session en décembre 1980, a réaffirmé qu'il était important que le financement de l'Université soit assuré sur une base universelle grâce à des contributions généreuses versées par tous les Etats Membres. Sur un montant total de 500 millions de dollars, qui représentait l'objectif à long terme des contributions au Fonds de dotation, des contributions d'un montant de 140 millions de dollars avaient été annoncées à l'Université au 31 décembre 1981, dont 110 millions de dollars avaient effectivement été versés. L'Université espère que le montant des contributions atteindra environ la moitié de l'objectif fixé d'ici à 1985.
5. Le Comité a également noté que 16 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont annoncé jusqu'à présent des contributions au Fonds de dotation. En outre, 23 Etats Membres ont versé des contributions au Fonds général de fonctionnement. Les ressources financières disponibles sont trop limitées, et ne permettent pas à l'Université de pleinement réaliser son potentiel et de mener à bien les objectifs inscrits dans sa charte.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No. 5 (A/35/5), vol. IV.

6. Afin que l'Université dispose des moyens financiers nécessaires pour atteindre ses objectifs, le Comité a recommandé, que les efforts soient intensifiés pour obtenir la participation d'un plus grand nombre d'Etats Membres à ses programmes de collecte de fonds. Il a également recommandé que les procédures de suivi soient renforcées en ce qui concerne la collecte des contributions annoncées mais non versées.

7. L'administration de l'Université a souscrit aux recommandations du Comité, et a indiqué que l'Assemblée générale et le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) avaient adopté plusieurs résolutions invitant les Etats Membres à verser des contributions à l'Université. Le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'Unesco ont également adressé un certain nombre d'appels aux Etats Membres à cet effet. Néanmoins, l'administration elle-même redouble d'efforts pour augmenter le montant des fonds dont dispose l'Université.

### Contrôle budgétaire

#### Adoption d'un cycle budgétaire biennal

8. Au cours de l'examen du budget de 1980, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Université d'adopter un cycle budgétaire biennal. Le Conseil de l'Université a souscrit à cette recommandation à sa seizième session, en décembre 1980. Tout en reconnaissant qu'il était nécessaire d'adopter un cycle budgétaire biennal, le Conseil de l'Université a estimé qu'il était encore plus urgent d'adopter et d'appliquer des perspectives à moyen terme, pouvant servir de base au cycle budgétaire biennal. En conséquence, le Conseil de l'Université a décidé d'appliquer un cycle budgétaire biennal à partir de l'exercice biennal commençant en 1984.

9. Le Comité approuve la décision du Conseil de l'Université concernant l'application d'un cycle budgétaire biennal à partir de 1984.

#### Solde inutilisé des fonds

10. En 1981, le solde inutilisé du Fonds général de fonctionnement de l'Université dépassait 2,4 millions de dollars, montant qui a été reporté sur 1982. Ce solde semble s'être accumulé du fait de la politique de restriction des dépenses visant à permettre à l'Université de mener à bien les nouvelles activités prévues au titre des programmes dans le cadre des perspectives à moyen terme de l'Université. Le Comité a recommandé, que pour assurer une exécution optimale des programmes, le niveau des dépenses corresponde à celui des prévisions budgétaires. La procédure proposée par le Comité a été adoptée par l'Université pour l'exercice fiscal 1982 et continuera d'être appliquée à l'avenir.

11. L'administration de l'Université a indiqué que le solde inutilisé des fonds servirait en fait de Fonds de réserve pour les programmes en 1982, ce qui permettrait à l'Université de répondre avec une plus grande souplesse à la dynamique de la recherche et de la formation avancée, et en particulier de faire face à des besoins imprévus. L'administration de l'Université a également indiqué que le Fonds de réserve pour les programmes comprenait une Réserve administrative de 1,5 millions de dollars, nécessaire pour faire face aux besoins créés par la

fluctuation des taux de change, etc. La Réserve administrative serait exclue du Fonds de réserve pour les programmes dans les budgets futurs, conformément à la décision prise par le Conseil à sa dix-huitième session.

### Questions relatives au personnel

#### Nomination de consultants et évaluation de leurs travaux

12. L'Université engage des dépenses importantes au titre des honoraires de consultants. Conformément à la procédure actuelle, c'est de la Division des programmes que part l'initiative de la nomination de consultants, lesquels sont ensuite engagés par les Vice-recteurs concernés. Le Comité a estimé que la méthode suivie pour déterminer si les services de consultants étaient nécessaires aux fins d'une activité donnée et la méthode de sélection de consultants n'étaient pas satisfaisantes.

13. Afin d'améliorer la procédure existante, l'administration de l'Université a décidé d'associer le Groupe de la planification et de l'évaluation et le Comité de planification à l'examen des demandes concernant des services de consultants et à l'évaluation des travaux des consultants.

#### Biens consommables et non consommables

14. Le Comité a noté que l'Université ne faisait pas chaque année l'inventaire des livres de bibliothèque et de référence. En ce qui concerne les biens non consommables, l'inventaire des articles fournis par les gouvernements hôtes est effectué périodiquement par les autorités gouvernementales. En outre, l'Université procède à un inventaire annuel, mais le Comité a noté que celui-ci était effectué par les responsables de la garde des biens inventoriés. L'administration a décidé qu'à l'avenir, l'inventaire de tous les biens serait effectué au moins une fois par an par des fonctionnaires autres que les responsables de la garde de ces biens.

#### Observations sur les questions soulevées dans le rapport sur l'exercice biennal 1978-1979

15. L'administration a soit fourni des explications satisfaisantes soit pris des mesures appropriées en ce qui concerne les questions soulevées par le Comité dans son rapport sur l'exercice biennal 1978-1979, à l'exception des recommandations concernant les arrangements contractuels et les directives financières.

16. L'administration a fait savoir au Comité que les arrangements antérieurs étaient encore en vigueur et ne peuvent être modifiés jusqu'à leur date de renouvellement.

### Remerciements

17. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Recteur, ses collaborateurs et le personnel de l'Université de l'aide et du concours précieux qu'ils lui ont apportés.

Le Président de la Cour des comptes de la Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) J. B. H. COLEMAN

### III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après numérotés I et II, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal 1980-1981 terminé le 31 décembre 1981. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1981.

Le Président de la Cour des comptes de la Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) J. B. H. COLEMAN

Juin 1982



IV. COMPTES DE L'EXERCICE BIFENNAL  
TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

Etat récapitulatif des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 1980-1981  
terminé le 31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de fonctionnement de l'Université des Nations Unies	Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies	Fonds d'af- fectation spéciale de l'Université des Nations Unies pour l'aide au logement	Fonds d'affectation spéciale pour la bibliothèque de l'Université des Nations Unies	Total
					1981 1979
<b>Recettes</b>					
Contributions des gouvernements	926 627	14 665 031	-	-	15 591 658 34 110 943
Dons de sources privées	40 000	-	-	8 224	48 224 208 262
Subventions prélevées sur le Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies	24 107 913	-	-	-	- a/ -
Revenu des placements	14 726	24 107 913	1 026	1 148	24 124 813 15 322 053
Recettes accessoires	1 017 754	-	7 173	2 444	1 027 371 792 627
Total, recettes	26 107 020	38 172 944	8 199	11 816	40 792 066 50 433 885
<b>Dépenses</b>					
Traitements et dépenses communes de personnel	9 867 868	-	24 877	-	9 892 745 8 862 717
Frais de voyage	1 326 691	-	-	-	1 326 691 1 969 696
Services contractuels	2 122 411	-	-	-	2 122 411 761 670
Dépenses de fonctionnement	1 348 988	784 952 b/	-	-	2 133 940 943 436
Achats	88 998	-	-	-	88 998 28 081
Montant viré au Fonds général de fonctionnement	-	24 107 913	-	-	- a/ -
Bourses, dons, divers	11 578 959	-	-	-	11 578 959 4 367 188
Total, dépenses	26 333 915	24 892 865	24 877	-	27 143 744 16 932 788
Excédent des recettes sur les dépenses pour la période considérée	(226 895)	13 880 079	(16 678)	11 816	13 648 322 33 501 097
A ajouter : Ajustements afférents à l'exercice antérieur	1 000 000 c/	(1 000 000) c/	-	-	- -
Excédent net des recettes sur les dépenses	773 105	12 880 079	(16 678)	11 816	13 648 322 33 501 097

(voir notes page suivante)

- a/ Net, après ajustement au titre des opérations entre les fonds.
- b/ Perte au change.
- c/ Virement de fonds à fonds de la contribution versée par le Japon en 1981.

CERTIFIE EXACT :

Le Sous-Secrétaire Général  
aux services financiers,  
(Signé) Patricio RUEDAS

Le 31 mars 1982

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

Etat récapitulatif de l'actif et du passif au  
31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de fonctionnement de l'Université des Nations Unies	Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies	Fonds d'affecta- tion spéciale de l'Université des Nations Unies pour l'aide au logement	Fonds d'affectation spéciale pour la bibliothèque de l'Université des Nations Unies	Total
					1981 1979
<b>Actif</b>					
Disponibilités	6 767 882	107 344 874	6 105	24 846	114 143 707 a/
Placements	-	3 938 811	-	-	3 938 811 b/
Contributions					
annoncées non					
versées (tableau 2.1)	42 708	28 790 301	-	-	28 833 009
Sommes à recevoir	361 000	1 018 222	16 867	-	1 396 089
A recevoir du Fonds					
général de l'ONU	-	-	-	-	-
Dépenses payées					
d'avance et					
autres avoirs	262 017	-	28	207	176 942
Total, actif	7 433 607	141 092 208	23 000	25 053	148 573 868
					146 288 929
<b>Passif</b>					
Sommes à payer	202 132	-	-	-	202 132
Engagements non réglés	3 382 290	-	-	-	3 382 290
A payer au Fonds					
général de l'ONU	346 496	-	-	-	346 496
Recettes comptabilisées					
d'avance	40 708	5 644 498	-	-	5 085 206
Total, passif	3 971 626	5 644 498	-	-	9 616 124
					19 045 283
<b>Solde des fonds</b>					20 979 507
Solde disponible au					
1er janvier 1980	2 688 876	122 567 631	39 678	13 237	125 309 422
A ajouter : Excédent					
net des recettes					
sur les dépenses					
(voir état I)	773 105	12 880 079	(16 678)	11 816	13 648 322
Solde disponible au					
31 décembre 1981	3 461 981	135 447 710	23 000	25 053	138 957 744
Total passif et					
solde des fonds	7 433 607	141 092 208	23 000	25 053	148 573 868
					146 288 929

(voir notes page suivante)

a/ Y compris les dépôts sur des comptes bancaires porteurs d'intérêts, d'un montant total de 113 114 992 dollars.

b/ Ce chiffre correspond à un placement en obligations de haute qualité du Royaume-Uni.

CERTIFIE EXACT :

Le Sous-Secrétaire Général  
aux services financiers,  
(Signé) Patricio RUEDAS

Le 31 mars 1982

Tableau 2.1

## UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées  
au 31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1980</u>	<u>Contributions annoncées pour 1980 et 1981 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Montants reçus en 1980 et 1981</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1981</u>
<u>Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies</u>					
Algérie	-	30 000	-	-	30 000
Allemagne, République fédérale d'	-	1 863 598	1 081 081	954 507	1 990 172
Arabie saoudite	1 000 000	1 930 000	-	2 000 000	930 000
Argentine	-	5 000	-	5 000	-
Autriche	-	206 506	119 522 s/	206 506	119 522
Chili	-	5 000	-	5 000	-
Egypte	-	10 000	-	10 000	-
Emirats arabes unis	-	300 000	-	300 000	-
Ghana	500 000	500 000	-	500 000	500 000
Inde	168 750	337 500	-	506 250	-
Jamahiriya arabe libyenne	75 000	25 000	-	50 000	50 000
Japon	20 000 000	(1 000 000)	-	10 000 000	9 000 000
Jordanie	-	30 000	-	30 000	-
Mexique	-	259 189	250 000	259 189	250 000
Nigéria	10 000	20 000	10 000	10 000	30 000
Pays-Bas	100 000	225 000	-	325 000	-
Philippines	-	20 000	10 000	20 000	10 000
République-Unie de Tanzanie	-	40 000	60 000	40 000	60 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	4 131 463	3 913 895	4 131 463	3 913 895
Sénégal	486 804	219 908	-	-	706 712
Soudan	3 000 000	2 000 000	-	200 000	5 000 000
Thaïlande	-	200 000	200 000	200 000	200 000
Tunisie	-	6 250	-	6 250	-
Venezuela	4 000 000	2 000 000	-	-	6 000 000
<b>Total partiel</b>	<b>29 340 554</b>	<b>13 364 414</b>	<b>5 644 408</b>	<b>19 559 165</b>	<b>28 790 301</b>
<u>Fonds général de fonctionnement de l'Université des Nations Unies</u>					
France	-	50 000	40 708	50 000	40 708
Grèce	-	75 000	-	75 000	-
Indonésie	-	10 000	-	10 000	-
Japon	-	1 000 000	-	1 000 000	-
Mexique	-	11 948	-	11 948	-
Norvège	-	387 984	-	387 984	-
République-Unie de Tanzanie	4 000	(4 000)	-	-	-

(voir suite du tableau et notes page suivante)

Tableau 2.1 (suite)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1980</u>	<u>Contributions annoncées pour 1980 et 1981 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Montants reçus en 1980 et 1981</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1981</u>
Sri Lanka	-	4 000	-	2 000	2 000
Suède	-	320 988	-	320 988	-
Suisse	-	78 153	-	78 153	-
Total partiel	4 000	1 934 073	40 708	1 936 073	42 708
Total général	29 344 554 b/	15 298 487	5 685 206	21 495 238	28 833 009

a/ L'Autriche a annoncé une contribution annuelle de 1,5 million de schillings (soit 119 522 dollars).

b/ Ce total correspond à la différence entre les contributions annoncées non versées au 31 décembre 1979 (48 389 837 dollars) et les contributions annoncées pour des années ultérieures non versées à cette date (19 045 283 dollars).





Récapitulation de principes comptables importants

Les principes comptables importants appliqués par l'Université des Nations Unies sont exposés ci-après :

a) Les comptes de l'Université des Nations Unies sont tenus conformément aux articles pertinents du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière formulées par le Secrétaire général en application du Règlement financier, aux instructions administratives émanant du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion ou du Sous-Secrétaire général aux services financiers, et conformément aux principes comptables généralement acceptés. L'Organisation des Nations Unies applique la norme comptable internationale relative à la divulgation des principes comptables, modifiés et adoptés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à sa cinquante-quatrième session et qui sont indiqués ci-après :

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et la spécialisation des exercices sont les notions comptables fondamentales. Lorsque lesdites notions sont appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Si une notion comptable fondamentale n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant les raisons pour lesquelles elle n'est pas appliquée.
- ii) La prudence, l'importance prédominante du fond par rapport à la forme et l'importance relative des renseignements déterminent le choix et l'application des principes comptables.
- iii) Les états financiers comprennent l'indication claire et concise de tous les principes comptables importants qui ont été utilisés.
- iv) L'indication des principes comptables qui ont été utilisés fait partie intégrante des états financiers. Les principes comptables sont normalement indiqués en un seul endroit.
- v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent.
- vi) Toute modification d'un principe comptable qui a un effet important sur l'exercice en cours ou peut avoir un effet important sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. L'effet de la modification doit, s'il est important, être indiqué et quantifié.

b) Systèmes de fonds. Les comptes de l'Université des Nations Unies sont tenus selon un système de fonds. Des fonds séparés peuvent être établis, à des fins générales ou des fins spéciales, par l'Assemblée générale ou le Secrétaire

général. Chaque fonds est considéré comme une entité financière et comptable distincte, avec un groupe de comptes séparés en partie double qui s'équilibrent. Chaque fonds fait l'objet d'une présentation séparée dans les états financiers.

c) Bien que l'exercice de l'Université des Nations Unies soit un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives, le budget de l'Université est actuellement établi sur une base annuelle. En attendant l'introduction d'un budget biennal, prévue pour 1984-1985, les engagements non réglés restent valables pendant les 12 mois suivant la fin de l'année, et non de l'exercice biennal, qu'ils concernent.

d) Les recettes et les dépenses ainsi que les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

e) Conversion des monnaies. Les comptes de l'Université des Nations Unies sont libellés en dollars des Etats-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des Etats-Unis au moment de l'opération, aux taux de change fixés par le Sous-Secrétaire général aux services financiers. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que peut prescrire le Sous-Secrétaire général aux services financiers, sur délégation de pouvoirs du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion, feront apparaître les disponibilités, les sommes placées, les contributions annoncées non versées (autres que les contributions annoncées pour des exercices à venir) ainsi que les comptes à recevoir au titre des opérations courantes et payables en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, reconvertis aux taux de change applicables par l'ONU à la date d'établissement des Etats.

f) Contributions annoncées. Les contributions annoncées sont comptabilisées comme recettes sur la base d'un document écrit par lequel un donateur s'engage à verser une contribution monétaire à une date ou à des dates déterminées. Les contributions qui ont été annoncées pour des exercices à venir et qui ont été versées sont comptabilisées comme recettes comptabilisées d'avance.

g) Placements. Il s'agit des valeurs à revenu variable et à revenu fixe acquises par l'Université des Nations Unies en vue d'en tirer un revenu. Les fonds déposés dans les comptes bancaires porteurs d'intérêts, les certificats de dépôt, les dépôts à terme et les dépôts à vue sont comptabilisés sous la rubrique "Disponibilités" dans les états de l'actif et du passif. Exception faite des changements de valeurs résultant de la reconversion des monnaies indiquée au paragraphe e) ci-dessus, tous les placements sont enregistrés au prix coûtant. Aucune provision n'est établie au titre de l'amortissement des reports ou déports qui entrent dans les gains ou pertes enregistrés lorsque les placements sont vendus.

h) Dépenses payées d'avance.

i) Les dépenses payées d'avance comprennent les postes de dépenses qui ne sont pas imputables normalement à l'exercice financier en cours et qui seront imputés à l'exercice financier suivant.

ii) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la fraction de l'avance sur l'indemnité pour frais d'étude qui est censée couvrir l'année scolaire écoulée à la date de l'état financier est comptabilisée dans la rubrique "Dépenses payées d'avance". Le montant total de l'avance reste inscrit parmi les sommes à recevoir des fonctionnaires, jusqu'à ce que l'intéressé produise la pièce justificative requise établissant son droit à l'indemnité pour frais d'études, après quoi ledit montant est imputé sur le compte budgétaire et l'avance remboursée.

i) Eléments d'actif immobilisés. Le mobilier, le matériel, les autres biens non consommables et les améliorations apportées aux propriétés prises à bail ne sont pas inclus dans l'actif de l'Université. Les acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires de l'année où elles sont effectuées.

j) Il n'est pas prévu de montant au titre des primes de rapatriement ou des dépenses imprévues à effectuer en vertu de l'appendice D du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, étant donné que des crédits sont prévus à cet effet dans le budget de l'Université.

k) Sauf instructions contraires, toutes les contributions de gouvernements sont versées au Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies. Le principal du Fonds de dotation est placé de manière que les contributions initiales puissent être maintenues intactes. Seuls les intérêts des placements du Fonds de dotation sont utilisés pour couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Université.

l) Recettes accessoires.

- i) Les sommes remboursées au titre de dépenses relatives à des exercices antérieurs sont comptabilisées comme recettes accessoires.
- ii) Les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée sont considérées comme recettes accessoires.
- iii) Lors de la clôture des comptes à la fin de chaque exercice, si le solde des comptes fait apparaître une perte nette au change, la perte est portée au débit du compte budgétaire. S'il y a un gain net, ce gain est porté au crédit des recettes accessoires.
- iv) Le produit de la vente de biens excédentaires est comptabilisé comme recette accessoire des fonds respectifs.
- v) Les remboursements opérés par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à l'égard des cotisations (7 p. 100 du traitement soumis à retenue pour pension) versées par les participants entrés à la Caisse le 1er janvier 1967 ou après cette date, mais s'en retirant dans les cinq ans, sont comptabilisés comme recettes accessoires.

-----